Impôt sur le revenu—Loi

C'était le cas.

... celui-ci a ordonné que celle-ci se poursuive et n'a réglé ce rappel au Règlement qu'après la fin du vote.

Par conséquent, monsieur le président, compte tenu de la façon habituelle de procéder et de cette citation de Beauchesne, vous n'aviez pas d'autre possibilité que de poursuivre le déroulement du vote, et le mot «complete» employé dans la version anglaise signifie simplement que les résultats sont annoncés à la fin. C'est ce que vous avez fait. Toutefois, si l'on tient compte de nos usages et de ce commentaire sans ambiguïté de la 5^e édition de Beauchesne, il ne faut pas perdre de vue que, pendant le comptage, au moins un député a fait savoir clairement qu'il voulait invoquer le Règlement et que vous, monsieur le président, avez déclaré que vous deviez d'abord mener le vote à son terme, mais que vous alliez lui donner la parole ensuite.

Ce sont de simples faits qui sont tout à fait évidents. En ce qui concerne le droit, le Règlement, les usages ou la doctrine, une seule citation, brève et sans ambiguïté, vous permet facilement de dire: «Non, le résultat final n'est pas irrévocable. Je veux encore déclarer que l'article 6 n'a pas été rejeté.» C'est ce que je viens de montrer.

Si j'avais voulu marquer des points contre mes adversaires politiques, j'aurais pu donner de nombreux exemples pour illustrer ce qui s'est passé ce matin, mais je préfère m'en tenir aux règles de droit exprimées dans le Règlement et les citations, car il s'agit à notre avis d'un problème de procédure. Si vous reconnaissez les faits que je viens de résumer, c'est-à-dire que vous avez été interrompu pendant le comptage des voix et que vous avez déclaré vous-même que vous laisseriez un député faire un rappel au Règlement portant sur le déroulement du vote après la fin de celui-ci, je constate que c'est ce que vous êtes en train de faire et que vous pouvez donc décider que le résultat du vote n'est pas définitif. Vous pouvez très bien, d'après les règles et les usages de la Chambre, arriver à une conclusion différente après avoir écouté les arguments de chacun et étudié le Règlement, Beauchesne et nos usages.

[Français]

Maintenant, vous avez laissé entendre, monsieur le président, une chose au sujet de laquelle je voudrais différer d'opinion avec vous. Ce n'est pas une décision que vous avez prise; donc, vous nous avez invités à faire des commentaires. On peut respectueusement exprimer un point de vue un peu différent de celui vers lequel vous étiez tenté d'aller. Vous avez laissé entendre que la pratique voulait que, lorsqu'un rappel au Règlement sur la façon de voter était fait, le Président demande aux honorables députés si oui ou non ils sont arrivés à la Chambre pendant le vote, et que vous preniez leur parole à ce moment-là. Évidemment, cela me rend un peu nerveux parce que, aujourd'hui, on a affaire à des gens qui, ce matin, ont abusé de la procédure et, comme des enfants, se sont précipités de l'antichambre de l'Opposition officielle, et cela est une question de fait importante. C'est une question de fait importante qui doit être prise en considération dans votre décision, et nous avons, de ce côté-ci, monsieur le président, plusieurs députés qui étaient présents et qui vont faire des interventions sur le rappel au Règlement et qui vont, eux, vous donner leur parole qu'ils ont été témoins du fait qu'au moins 40 députés conservateurs se sont rués...

Le vice-président: A l'ordre, s'il vous plaît!

[Traduction]

A l'ordre, s'il vous plaît. Je pense que nous devrions nous concentrer sur la question en jeu afin d'éviter d'envenimer l'atmosphère. Il s'agit de savoir si un député peut prendre la parole pour dire qu'un vote ne s'est pas déroulé normalement et que certains députés n'ont pas voté selon les règles. Je vais redonner la parole au Président du Conseil privé, mais en lui demandant de s'en tenir à cette question.

[Français]

M. Pinard: C'est justement ce que j'essaie de faire, monsieur le président. Vous-même, vous nous avez laissé entendre que la pratique voulait que dans des situations semblables, où on se plaint de l'irrégularité pendant la tenue d'un vote, vous alliez peut-être demander aux députés en cause de se lever et de dire si oui ou non ils étaient arrivés en retard pour la tenue du vote. Alors, si ce n'est pas ce que vous allez faire, parfait, je ne ferai pas d'autres remarques, mais si vous vous apprêtez à prendre une décision dans ce sens-là, j'ai des arguments qui nous justifient de préconiser que cette pratique n'est pas toujours suivie, qu'elle ne devrait pas toujours être suivie, surtout quand on a affaire à 40 députés et non pas à un ou deux cas isolés, parce qu'il n'y a pas de contrôle possible, les noms des députés qui votent en Comité plénier n'étant pas enregistrés. Ce ne sont que des nombres. Et à ce moment-là, si vous voulez utiliser un précédent qui s'applique à un ou deux députés en leur demandant: «Dites-moi, mon jeune homme, s'il est vrai que vous étiez ici ou si le vote était commencé lorsque vous êtes arrivé. Donnez-moi votre parole», cela peut s'appliquer à un ou à deux cas, mais non pas à 40 ni à 50 cas, comme nous l'avons vu ce matin.

Alors à ce stade-ci de l'argumentation, monsieur le président, le commentaire 225 de Beauchesne m'apparaît résoudre le cas. Il me semble qu'à votre question bien précise: «Est-ce que la décision est finale sur le vote?», la réponse est non. Elle n'est pas finale, parce que pendant le vote il y a eu un rappel au Règlement, et que vous avez permis après que la procédure eut été complétée que ces arguments soient entendus.

Nous devons maintenant, à ce moment-ci, vous dire pour quoi on a soulevé un rappel au Règlement, et nous sommes prêts à argumenter là-dessus. Si vous ne voulez pas nous entendre tout de suite, nous prendrons la parole plus tard. J'aimerais connaître votre point de vue là-dessus, parce qu'il est essentiel de se référer à ce qui s'est passé ce matin pour pouvoir argumenter sur les raisons pour lesquelles nous vous avons interrompu dans votre procédure de vote. Est-ce conforme au Règlement de le faire à ce moment-ci, ou voulez-vous m'entendre plus tard?

[Traduction]

Le vice-président: A mon avis, le rappel au Règlement que nous étudions à l'heure actuelle, c'est celui qu'a soulevé le député du Yukon. Il s'agit donc uniquement de savoir si un député peut contester à d'autres députés le droit de participer à un vote.

M. Nielsen: Il y a un deuxième aspect à la question.

Le vice-président: Je ne veux pas empêcher des députés de s'exprimer librement. Si la Chambre estime que ce que je dis est logique, nous pourrions nous en tenir à cela. Dans le cas contraire, je pense que nous devons donner plus de latitude à ceux qui veulent donner leur avis sur ce rappel au Règlement.